

“Les inégalités sociales aujourd’hui : comprendre et transmettre pour agir” – Tribune

Paru dans Le Monde, le 20-02-2020

Si la chose peut apparaître évidente, il semble bien parfois qu’elle ne le soit pas, et qu’il faille ici la répéter : pour agir sur les inégalités sociales aujourd’hui, il faut les comprendre, les expliquer, mais aussi faire connaître et enseigner ces analyses.

La persistance voire l’accroissement des inégalités sociales est un fait, dont une multiplicité d’études, provenant de disciplines scientifiques différentes, ne permet pas de douter. Identifier les processus qui aboutissent à cette situation de polarisation croissante des sociétés constitue dès lors un enjeu majeur, sur le plan à la fois scientifique et politique.

Économie, histoire, démographie, géographie, anthropologie, sciences de l’éducation, épidémiologie analysent, comme la sociologie, les multiples processus qui construisent ces inégalités qui se manifestent dans les revenus et patrimoines, la scolarisation, le monde du travail, l’urbanisme, l’écologie, la santé... Comment agir sur les inégalités salariales sans prendre en compte les inégalités de territoire, les inégalités face à l’orientation scolaire, les inégalités entre les femmes et les hommes ? Comment mettre en place des politiques de santé publique justes et efficaces sans comprendre pourquoi les hommes des classes les plus aisées ont une espérance de vie de treize ans supérieure à celle des catégories les plus modestes ?

Dans un livre d'entretien avec Edgar Morin, le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer interpelle la sociologie, qu'il déclare bien connaître pour avoir été formé « à la lire et à l'enseigner », dresse le constat de ses « dérives » (s'enfermer dans un « pessimisme de principe » de dénonciation des inégalités qui ne ferait que les renforcer), et lui adresse « un questionnaire ami ». Il oppose la sociologie des inégalités sociales d'un côté, et les IRM et les processus neurologiques de l'autre, en oubliant tous les travaux en sciences sociales qui montrent l'inanité d'une partition stricte entre le biologique et le social. Ces travaux attestent de l'incorporation des inégalités sociales de santé et de l'inscription des conditions matérielles d'existence dans les corps et dans les cerveaux – comme en témoignent par exemple les différences de récupération en fonction de la position sociale et de genre à la suite d'un accident vasculaire cérébral qui se lisent dans l'imagerie neurologique.

Les inégalités sociales, loin d'être l'obsession d'un petit groupe rétrograde de sociologues français, sont actuellement au cœur de la recherche mondiale dans les multiples disciplines déjà citées. Qu'il suffise ici de mentionner le dynamisme et la réception internationale des travaux français sur les inégalités sociales diffusés par les traductions d'ouvrages ou publiés dans les revues scientifiques internationales, les nombreux congrès de différentes associations internationales de sociologie consacrés à cette thématique ainsi que les centres d'études des inégalités dans les universités les plus prestigieuses des Etats-Unis ou de l'Angleterre (Harvard, Stanford, la London School of Economics...).

Les sciences sociales font donc, aujourd'hui encore plus qu'hier peut-être, leur métier de cette question des inégalités et des processus historiques et sociaux qui les construisent. Si le déterminisme social est puissant, il n'est

ni automatique, ni total. Car, comme le dit une phrase de Bourdieu que nous sommes nombreuses et nombreux à utiliser en cours : « ce que l'histoire a fait, l'histoire peut le défaire » – le déterminisme social n'est pas un fatalisme.

Enseigner ces inégalités, c'est alors, déjà, transmettre un domaine très dynamique de la recherche mondiale, – et toutes les disciplines au lycée n'ont pas cette spécificité, qui est celle des Sciences économiques et sociales. Mais c'est aussi, et peut-être surtout, permettre aux élèves et aux étudiants d'interroger leurs prénotions. Transmettre des explications scientifiques de la réalité sociale, c'est leur donner la possibilité, en tant qu'individu et citoyen, de prendre de la distance par rapport à leur propre situation, et de réfléchir aux manières de l'améliorer individuellement et collectivement. C'est donc l'exact inverse du fatalisme, l'exact inverse de la morosité.

Mais pour que nous puissions poursuivre les travaux qui nous permettront d'améliorer encore notre réponse aux questions du ministre de l'Education nationale, il faut nous faire "confiance". Il faut nous laisser travailler, respecter la frontière entre la science et la politique, et ne pas chercher à discréditer notre travail par cette méfiance et ces incompréhensions d'un autre âge. Nous pourrions alors poursuivre des recherches, et des enseignements, que la réduction des crédits et des postes, les attaques contre les autonomies scientifique et pédagogique et la transformation à marche forcée des mondes de l'enseignement et de la recherche français ne mettent déjà que trop en péril.

Signataires:

Muriel Darmon, CNRS, Présidente de l'Association Française de Sociologie (AFS)

Sari Hanafi, American University of Beirut, Président de l'International Sociological Association (ISA)

Solène Pichardie, Présidente de l'Association des Professeurs

de Sciences Economiques et Sociales (APSES)

Ingrid Voléry, Université de Lorraine, Présidente de la 19ème section « Sociologie, démographie » du Conseil National des Universités (CNU)

Laurent Willemez, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, Président de l'Association des Sociologues Enseignants du Supérieur (ASES)

Nathalie Bajos, Inserm

Stéphane Beaud, Université de Poitiers

Didier Fassin, Institute for Advanced Study de Princeton et Collège de France

François Héran, Collège de France

Bernard Lahire, École normale supérieure de Lyon

Agnès Van Zanten, CNRS